

Vendredi 25 février 2011

La CLCV dans l'Audomarois (partie 2)

Une association locale : Le Comité-Audomarois de la CLCV

Le Bassin d'emploi de Saint-Omer

Situé à environ 40 km du littoral Nord-Pas-de-Calais, le bassin d'emploi du territoire de l'Audomarois compte 81 communes et 6 cantons. 48 communes de son territoire et 38 949 hectares font partis du Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale. Ce classement parmi les 38 Parcs Naturels Régionaux français est une reconnaissance nationale de la valeur du patrimoine naturel, culturel et paysager.

Dans le bassin d'emploi du territoire de l'Audomarois, on y dénombre 113 910 habitants(1), soit 8 % de la population du département du Pas-de-Calais. 86,82 % de la population se situe dans 18 communes. La superficie de ce territoire représente 706 km², ce qui explique une densité de 161 habitants au km².

Avec un emploi concentré dans quelques branches d'activité, le Pays de Saint-Omer est le bassin d'emploi le plus spécialisé du Nord/Pas-de-Calais.

Fortement industrielle et résolument tournée vers l'exportation, cette spécialisation impose au territoire une recherche constante de gain de productivité pour maintenir un niveau d'emploi capable de satisfaire les besoins de la population.

Actuellement, comme tous les secteurs très spécialisés du Nord/Pas-de-Calais, la zone de Saint-Omer a connu une baisse de son coefficient de spécialisation. Cette évolution marque une tendance générale vers une forme de diversification du tissu économique.

Actuellement, plus de 43 000 emplois sont recensés sur les 81 communes du Pays de Saint-Omer. Le bassin d'emploi de Saint-Omer a toujours été un pôle d'emploi de la région Nord/Pas-de-Calais. Mais cette situation s'est notablement dégradée sur la décennie 90.

Cette nouvelle situation s'explique par une progression beaucoup plus forte du nombre d'actifs habitant dans la zone que celle de l'emploi. Longtemps considéré comme un territoire que le chômage et les difficultés semblaient épargner, l'Audomarois connaît depuis 2002 une évolution plus contrastée.

Dans un contexte général bénéfique aux femmes, les activités tertiaires ont été les principaux moteurs de l'économie locale. Les activités de la santé et de l'action sociale sont les secteurs d'activité qui ont le plus recrutés durant les années 90.

Saint-Omer est le seul bassin d'emploi du Nord/Pas-de-Calais à voir le poids de l'emploi public augmenté quelque peu durant les années 90. Ce bon résultat ne doit cependant occulter le déficit chronique de l'emploi public sur le territoire, car le bassin d'emploi de Saint-Omer est dans ce domaine, très loin de la moyenne régionale.

Plus de 1300 postes d'emploi féminin ont été créés au cours de la dernière décennie. La part des femmes dans la variation de la population active occupée a atteint sur cette période 69%. Ce taux, loin d'être négligeable, n'en reste pas moins inférieur à la moyenne régionale.

Cette tendance n'est pas neutre sur l'économie locale. Ces emplois nouveaux répondent à l'arrivée massive des femmes dont le taux d'activité progresse notablement. Mais ils cachent également des disparités qualitatives des emplois créés. Le niveau salarial peut être un exemple de ce décalage "homme-femme". Dans ce domaine, la région de Saint-Omer est le 3^{ème} bassin d'emploi régional en termes d'écart salarial entre hommes et femmes. Avec près de 24 % de différence, l'Audomarois arrive juste derrière les zones de Roubaix-Tourcoing et de Dunkerque.

(1) INSEE 2006

Avec la montée de la tertiarisation et la féminisation des emplois, le temps partiel confirme sa progression commencée dans les années 80. L'évolution de ce type de contrat de travail, est moins significative chez les hommes que chez les femmes. En effet, le poids du temps partiel féminin est de 4 points supérieurs à la moyenne régionale et atteint 39 % des postes occupés.

Les jeunes de moins de 25 ans, sont les plus concernés. 34 % d'entre eux sont dans un système où "emploi" rime souvent avec "petit boulot". Le temps partiel touche alors près de 50 % des jeunes occupés.

A l'inverse, le Contrat à Durée Indéterminée est, plus qu'ailleurs, bien ancré dans le territoire. 85% des emplois sont à durée indéterminée. La présence des activités publiques et la pratique peu développée jusque-là, du recours à l'intérim dans les grands établissements industriels expliquent, en grande partie, cette plus grande stabilité des emplois.

Le vieillissement est un enjeu majeur pour le Pays de Saint-Omer. Comment va être utilisé ce "vivier" de postes libérés à moyen terme ? Réserve d'emplois pour des jeunes traditionnellement peu mobiles ? Réserve pour des entreprises locales à la recherche de gains de productivité ?

La réponse à cette question dépendra sûrement de la qualité du développement du Pays de Saint-Omer et de son solde migratoire.

Comme sur l'ensemble des bassins d'emploi de la région Nord/Pas-de-Calais, le secteur industriel est le plus âgé avec une moyenne de près de 40 ans. Cet âge est supérieur de 3 ans à la moyenne rencontrée chez les salariés du tertiaire.

Le verre et le papier-carton sont les deux activités qui concentrent le plus de salariés de plus de 45 ans (2882 employés pour les industries des matériaux minéraux et 651 pour le papier-carton en 2003).

L'âge moyen le plus élevé se situe dans les secteurs en déclin : textile, habillement, industrie électrique et électronique. Cette dernière activité n'existe d'ailleurs plus depuis la fermeture de Solectron et l'âge avancé du personnel explique, en partie, la difficulté du reclassement des personnes licenciées.

A noter deux activités qui nécessiteront de s'y attarder plus longuement dans le cadre des réflexions du Pays : "l'édition-imprimerie et la reprographie" et la "métallurgie et le travail des métaux" dont l'âge moyen élevé des personnels peut favoriser l'émergence de débouchés intéressants pour les jeunes à la condition qu'elle soit anticipée.

Les activités les plus jeunes appartiennent au tertiaire, en particulier les services liés à la personne (les activités récréatives, sportives et culturelles, les services personnels et domestiques et l'hôtellerie - restauration).

Le niveau de formation avoisine le niveau départemental mais le dépasse dans les diplômes des études supérieures.

Actuellement, la situation économique de l'Audomarois est moins favorable que celle de la région.

Diagnostic économique local en 2005

Le taux de chômage augmente depuis l'année 2000, et celui-ci touche particulièrement les femmes et les jeunes de moins de 25 ans.

La situation économique du territoire est très fragile, on observe un phénomène de désindustrialisation progressive, et donc une chute des emplois liés à l'industrie (- 1000 emplois entre 1999 et 2005).

Une population non préparée car la mono activité historique a engendré un manque d'ouverture vers l'ailleurs et laisse place à une immobilité géographique.

Alors que le bassin d'emploi de Saint-Omer a longtemps connu un taux de chômage parmi les plus faibles de la région, la situation économique de la région audomaroise a beaucoup changé, ces dernières années.

Le caractère industriel du Pays de Saint-Omer donne une forte coloration ouvrière à la typologie des catégories socio-professionnelles du Pays.

Le niveau de l'encadrement est le point faible de l'Audomarois : les cadres et professions intellectuelles ne représentent que 7,6 % de la population active soit 2 points de moins que la région Nord/Pas-de-Calais.

Situation similaire pour les catégories intermédiaires (-3 points par rapport à la moyenne régionale), dont les ressortissants habitent plus facilement en zone périurbaine.

Les ouvriers pour leur part se concentrent principalement dans la vallée de l'Aa et le rural.

Les cadres sont principalement présents sur un axe Saint-Omer/Aire-sur-la-Lys.

Le niveau d'études est voisin des moyennes départementales et régionales. On peut toutefois y déceler quelques différences :

sur-représentativité des CAP/BEP/Bac Pro

sous-représentativité des BAC et plus (toutefois une amélioration voit le jour)

Les revenus des ménages suivent l'évolution sociale constatée sur le Pays. Les retraites sont, en général, plus importantes dans les communes urbaines et plus faibles en zone rurale.

Si le revenu moyen audomarois est proche de la moyenne régionale, le revenu par habitant est lui en dessous du ratio régional.

Sur la dernière décennie, le pouvoir d'achat des ménages a progressé moins rapidement que le reste de la région Nord/Pas-de-Calais et de la France.

La composition des ménages, la structure de l'emploi local expliquent l'écart constaté.

Le ralentissement de la création d'emploi a eu un impact sur le niveau de chômage audomarois. Le chômage local demeure inférieur à la moyenne régionale, mais sa progression entre 1990 et 1999, place le Pays de Saint-Omer en seconde position des zones d'emploi régionales touché par ce fléau.

Les années 2000 n'ont pas contredites cette tendance et Saint-Omer a été le seul bassin d'emploi du Pas-de-Calais à avoir vu le nombre des demandeurs d'emploi augmenter sur les cinq dernières années.

Cette contre-performance a favorisé l'alignement de la courbe du chômage sur celles de la Région et du Département.

Le chômage n'est pas qu'un phénomène urbain, tous les territoires sont concernés à des degrés divers.

Depuis 1980, le bassin d'emploi de Saint-Omer subit la pression de l'augmentation continue et forte de sa population active que n'arrive pas à compenser son développement économique interne, voire la dégradation de son solde migratoire.

A travers les trois derniers recensements de l'INSEE, on observe en effet, une région de Saint-Omer classée dans le peloton de tête des bassins d'emploi ayant connu la plus forte progression du taux de chômage :

- deuxième en 1990 derrière Flandre-Lys
- deuxième en 1999 derrière Béthune/Bruay

Cette évolution du chômage n'a pas été sans effet sur les populations en difficulté et la montée de certaines formes d'exclusion.

Au 31 décembre 2007, 1868 personnes environ sont bénéficiaires et allocataires du RMI. Le pôle urbain de l'agglomération, la vallée industrielle de l'Aa et les bourgs centres sont les plus touchés par ce phénomène. Nous pouvons donc malheureusement diagnostiquer que l'Audomarois recense 5544 ménages pauvres (revenus >681 €/mois), soit 22,4 % des ménages de ce territoire.

Le "sous-développement sanitaire" du Pays de Saint-Omer, l'absence de moyens dédiés à une véritable politique de prévention liée à une situation sociale dégradée d'une frange de la population donnent un mélange explosif qui met la région de Saint-Omer au fin fonds d'un classement régional déjà bien triste.

Les piètres records enregistrés dans un certain nombre de maladie mortelle montrent le grave retard enregistré par le Pays de Saint-Omer dans le domaine de la santé.

Qu'elle soit dans le dispositif FSL ou enregistrée chez les bailleurs sociaux, la demande sociale a explosé au cours de ces dernières années.

Le stock de demandes atteint plus de 2000 dossiers, soit un quasi doublement en 10 ans.

Plus inquiétant encore, la déconnexion qui s'est opérée depuis 2001 entre la courbe des demandes satisfaites et celle des demandes en stock ne permet pas d'être optimiste.

En 2006, il manquait, rien que sur l'agglomération de Saint-Omer, environ 500 logements sociaux pour répondre à un besoin réel en logement (ménages ne possédant pas actuellement de logement). Ce volume représente un retard équivalent à 6 ans de programmation en logement social.

Cette situation résulte de la combinaison de plusieurs facteurs :

Stéréotype du parc logement trop axé sur l'accession à la propriété,
Forte croissance des ménages,
Fléchissement des aides financières de l'Etat,
Situation économique et sociale plus favorable à ce type de produit "logement".

Avec un poids de pauvres dans la population estimé par la CNAF à 14 %, la région de Saint-Omer n'apparaît pas un territoire socialement sinistré comme peut l'être la Sambre-Avesnois, le Valenciennois ou certains secteurs du bassin minier.

Mais l'évolution rapide du chômage local, les formes de concentration de la pauvreté dans certains quartiers des communes du Pays de l'agglomération, associées à une fragilité structurelle de notre territoire caractérisée par :

la trop grande faiblesse du parc locatif social,
la forte croissance des ménages,
la baisse sensible de la création d'emploi sur le bassin,
l'apparition d'un emploi moins stable, à temps partiel,...

mettent en avant les risques à moyen termes d'une montée en puissance de la pauvreté sur le territoire du Pays de Saint-Omer.

Le bassin d'emploi de St-Omer connaît un taux de chômage inférieur à celui du département et de la région, mais supérieur au taux national

En décembre 2006, le taux de chômage était :

Audomarois	Région	France
11,6 %	10,4 %	7,3 %

Le taux de chômage de 11,6 % au 31/12/2006 se structure de la façon suivante :

Femmes : 55 % - Jeunes : 32,4 % - D.E longue durée : 22,1 % 1

Environnement économique dans l'Audomarois

Evolution de l'emploi total depuis 1990

L'évolution globale de l'emploi dans l'Audomarois s'apparente à celle de la Région. Par contre, l'analyse par secteur révèle de fortes disparités : la construction et le tertiaire enregistrent des évolutions de l'emploi parmi les meilleures de la région.

Le bassin d'emploi de la région de Saint-Omer connaît une situation économique et sociale particulièrement préoccupante. En effet, pendant très longtemps ce territoire a vécu de la mono industrie verrière le rendant prospère pour sa population.

1) Source : D.D.T.E.F.P.

Malheureusement, le 12 octobre 2004, la plus grande entreprise privée de la région Nord - Pas-de-Calais, Arc International, annonçait la mise en œuvre jusqu'à fin 2008 d'un plan de sauvegarde de l'emploi portant sur la suppression de 2 659 emplois sur un effectif de 10 667 salariés.

Pour faire face à cette situation délicate, le bassin d'emploi de Saint-Omer a pu disposer d'un certain nombre d'outils mobilisés comme la convention de réactivation du bassin d'emploi, le dispositif de crédit d'impôts de taxe professionnelle, le pôle de compétitivité MAUD, la convention "Vivendi Universal" et le contrat de site. Cependant, malgré toutes ces mesures, le tableau de la situation de l'économie locale met en évidence une grande fragilité et des difficultés réelles dans le pays de Saint-Omer.

Le 15 décembre 2008 a été la date d'expiration du contrat de site, le constat est le suivant. 28 % des demandeurs d'emplois ne sont pas inscrits à l'ANPE. En 2007, le taux de chômage est de 10 %, supérieur de 2,5 points à la moyenne nationale, 1 245 emplois industriels ont été perdus depuis 1999 soit plus de 150 emplois par an. Dans le cadre de la restructuration d'Arc International, la suppression de 6 000 emplois est prévue (de 12 000 en 2004 à 6 000 à l'horizon 2010). Des incertitudes à moyen terme apparaissent également dans le secteur du papier-carton. Entre 2000 et 2007, le nombre de bénéficiaires du RMI a augmenté de 24 % soit 454 personnes supplémentaires, 54 % des foyers fiscaux sont non imposables contre 45 % en France. Le constat est tout aussi inquiétant concernant la démographie, la formation professionnelle et la santé. Malgré les difficultés rencontrées, les élus et acteurs locaux ne ménagent pas leurs efforts pour mener une politique volontariste qui puisse apporter des solutions immédiates tel que le démontre la réalisation de la plateforme multimodale d'Arques.

Au 1er janvier 2006, 3 755 établissements étaient présents dans l'Audomarois dans les secteurs suivants :

- Industrie : 383
- Construction : 430
- Commerce et réparations : 1 090
- Services : 1 852
- Dont 10 salariés et plus : 346
- Dont 500 salariés et plus : 1

Dans de nombreux secteurs d'activités les entreprises ont vécu, en 2005, une année assez difficile. Un climat d'incertitude, voire d'inquiétude, a pesé sur les projets d'investissements et d'embauches. Ce qui a cependant poussé les dirigeants d'entreprises à poursuivre avec réalisme les adaptations nécessaires aux évolutions d'un marché de plus en plus concurrentiel et à rechercher de nouveaux axes de développement.

Hormis les secteurs du transport (dont les marges restent néanmoins faibles), du bâtiment & du marché de l'automobile qui se portent relativement bien, tous les autres secteurs en 2006, affichent "grise mine", à l'instar des travaux publics, de la chaudronnerie, de l'industrie du papier, du carton, du verre, ou du secteur de l'agro-alimentaire.

Les prix baissent dans la chaudronnerie, les travaux publics subissent une nouvelle année difficile à cause d'une vive concurrence, pour le papier-carton, les marges orientées à la baisse et le coût de l'énergie n'incitent pas à l'optimisme, dans l'industrie du verre, le carnet de commande évolue positivement tandis que le niveau de stocks, lui baisse. Finalement seul le bâtiment va bien, bénéficiant de l'influence positive de la TVAréduite.

Les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme affichent des résultats en baisse, notamment à cause de la moins bonne fréquentation britannique dans notre département.

Les agences de voyage connaissent une crise liée au contexte international.

Perspectives de l'Audomarois

La mise en œuvre du pôle de compétitivité MAUD (matériaux à usage domestique) porté par Arc International, Roquette et une trentaine d'autres entreprises de la Région Nord/Pas-de-Calais. L'objectif étant d'unir des chercheurs du public et du privé pour rendre plus performants des matériaux à usage domestique tels le verre, la céramique, le papier ou les plastiques, et faciliter ainsi la vie quotidienne des consommateurs.

De même, la création du Parc d'activités de la Porte Multimodale de l'Aa, avec l'aménagement du port fluvial d'Arques, mis en place par la Communauté d'Agglomération de St-Omer, s'inscrit dans la politique de renforcement de la diversification du tissu économique de l'Audomarois et pourrait, à terme, donner lieu à la création de nombreux emplois directs et indirects.

Cet aménagement, orienté vers les activités de la logistique, a été désigné comme l'un des enjeux majeurs du développement économique de l'Audomarois et permettra de combiner les différentes infrastructures de transport (routier, fluvial et ferroviaire).

La situation de l'emploi dans l'Audomarois

A l'échelle de notre département, malgré une amélioration récente et progressive, plus de 83 000 personnes⁽¹⁾ sont encore touchées ou menacés par l'exclusion. Le bassin d'emploi de la région Audomaroise est malheureusement aussi concerné par ce fléau économique, car 51,94 % de sa population est active mais 11,3 % de celle-ci est au chômage. Ces demandeurs d'emploi représentent 5529 personnes dont 50,28 % sont des hommes et 49,72 %, des femmes¹.

Face à ces chiffres alarmants, Le Comité –Audomarois de la CLCV tente d'apporter une solution, dans l'Audomarois.

Partant d'un premier constat, que même si cela n'est pas la raison unique, l'une des causes principales du chômage est l'inadéquation de l'offre par rapport à la demande, mais que chaque personne possède un potentiel de travail non négligeable qui permet de transformer le cercle vicieux de l'exclusion en cercle vertueux (par l'insertion qualifiante et la formation), il est urgent de reconnaître la qualification sociale.

¹ : Source : CCI St-Omer, au 30 septembre 2005

La qualification sociale n'apporte pas toute la compétence technique pour effectuer une tâche donnée, mais plutôt un savoir être qui permet à la personne concernée de se sentir à l'aise dans son environnement de travail. La qualification sociale apporte au travailleur les capacités de comprendre ce qui l'entoure et permet d'ajuster son comportement en conséquence.

Un diplômé dans un contexte non qualifiant régressera. Un non-diplômé dans un contexte qualifiant ne cessera de progresser.

Dans cet esprit, nous pouvons adopter ce dicton en forme de moralité que La Fontaine, peut-être n'eut pas renié : "**Petit boulot deviendra grand si l'environnement est qualifiant.**"

Il est à noter qu'un article spécifique à l'atelier logement de St-Omer en 2011, est sur ce blog.

Remarque : Il est à noter également que ce travail d'étude s'est parfois effectué avec des chiffres de quelques années, mais il est souvent difficile de réaliser un diagnostic avec des chiffres récents.

Par jms.africa123.over-blog.com

CRÉER UN BLOG GRATUIT SUR OVER-BLOG.COM - [CONTACT](#) - [C.G.U.](#) - [RÉMUNÉRATION EN DROITS D'AUTEUR](#) - [SIGNALER UN ABUS](#)